

info **M**atin

400 Fcfa

2^e année

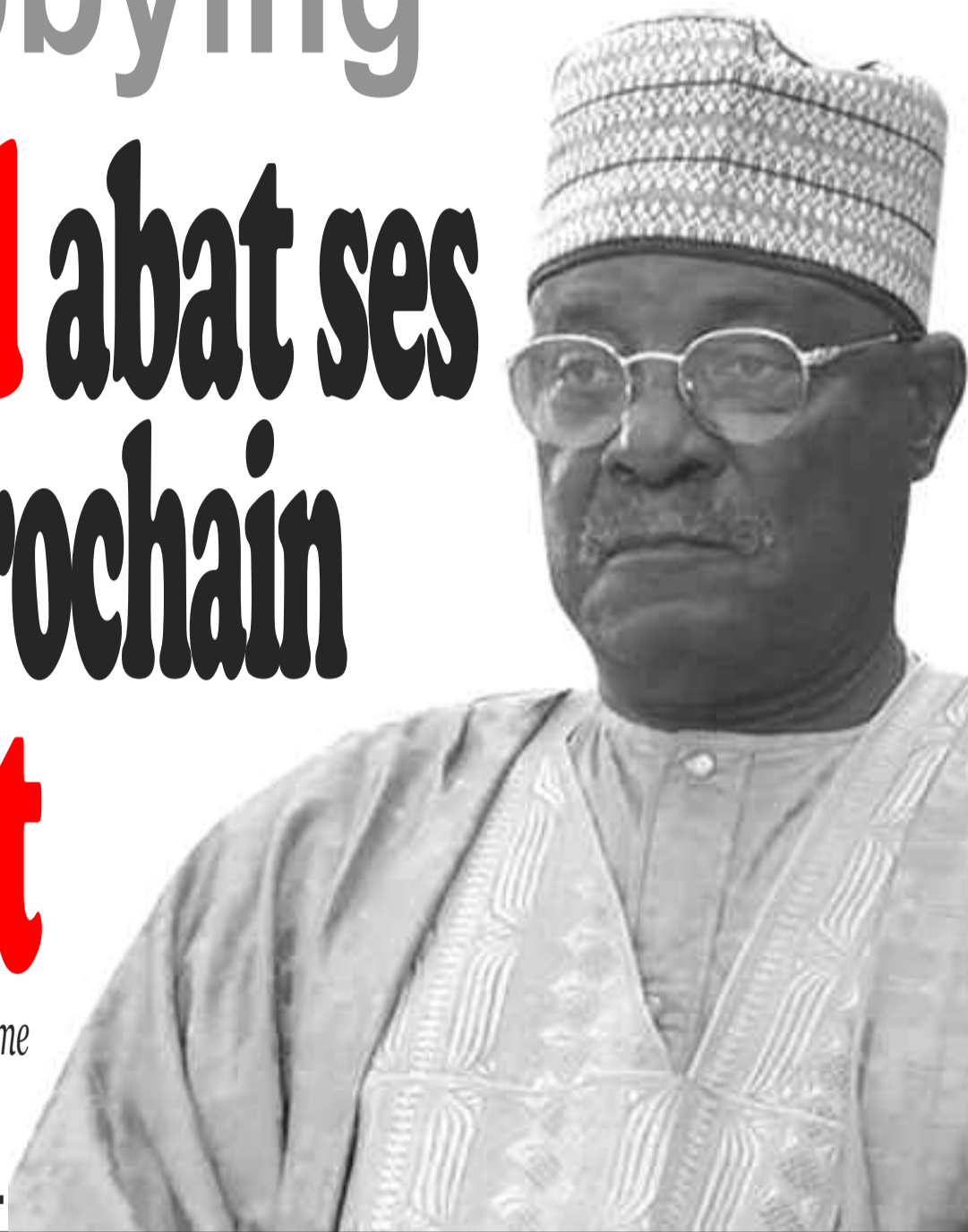
Quotidien

L'actualité autrement

Lobbying

Le Grand-Nord abat ses cartes pour le prochain gouvernement

Des élus du septentrion font le siège de dignitaires du régime à Yaoundé, pour proposer leurs futurs représentants aux affaires et exiger le départ de quelques autres. **P.4**



Fecafoot

Joseph Antoine Bell, candidat ? **P.3**

L'ancien gardien de but des Lions indomptables donne une conférence de presse à Yaoundé. Face aux médias dimanche prochain, le double champion d'Afrique pourra dévoiler son ambition à diriger le football camerounais.



Présidentielle 2018

Michel Ange Angouing, un maillon fort de la victoire de Paul Biya à l'Est **P.4**

Minresi

L'Afd satisfaite des résultats du C2D/PAR **P.3**

OBSÈQUES DE RAY LEFFEL WILLIAMS VANESSA TATIANA

FAIRE-PART

- La grande famille RAY aux USA
- La famille ETENGA à Mbalelon
- La grande famille EMOMBO
- La grande famille Mvog Tsoung Mballa
- La grande famille Mvog Atemengue à Nsam
- La grande famille Yanda à ka'an
- La grande famille Mvog Namnyé à konabeng
- Monsieur BALLA Ambroise à Mbalelon I
- Mr MVENG Balla Dieudonné à Yaoundé
- Mme Mengue N'doumou Adelette à Yaoundé
- Mr Mbida Barthelemy Didier à Yaoundé
- Mr Ebode Atangana Guy à Bamenda
- Mme Ngono Pauline à Yaoundé
- Mr Atangana Claude, madame et les enfants
- Mr MEL RAY Christian et Mme à Yaoundé
- Mr BALLA BALLA Fridolin à Yaoundé
- Mme NGOBAMA Yvette à Yaoundé
- Mr Mvogo Jean et sa famille
- Les enfants Biloa et Atangana RAY

Ont le regret de vous annoncer le décès de leur fille, sœur, mère, épouse, la nommée
RAY LEFFEL WILLIAMS VANESSA TATIANA

PROGRAMME

Vendredi 07 décembre

- 15h : levée de corps à la morgue de CFTA-Ekounou
- 16h : arrivée et installation de la dépouille à son domicile à l'école publique d'Ekoumdoum
- 20h : messe
- 21h : veillée et animation jusqu'à l'aube

Samedi 08 décembre

- 10h : début des cérémonies traditionnelles
- 12h : offices religieux et témoignages
- 14h : départ du cortège funèbre pour le cimetière de Mvolyé puis inhumation dans la stricte intimité familiale
- 15h : collation
- 17h : fin des cérémonies



ÉLECTION À LA FECAFOOT

Joseph-Antoine Bell, candidat ?

L'ancien gardien de buts des Lions indomptables donne une conférence de presse dimanche, à Yaoundé. Le double champion d'Afrique pourra annoncer sa candidature à la présidence du bureau exécutif de la Fédération camerounaise de football (Fecafoot).

Nadine Bella

Joseph Antoine Bell, inconditionnel du chef de l'État, Paul Biya, sera-t-il la première personnalité à annoncer officiellement sa candidature à la tête de la présidence du bureau exécutif de la Fecafoot ? La réponse à cette interrogation sera sans aucun doute donnée dimanche lors de la conférence de presse que l'ancien capitaine des Lions indomptables donne dimanche à Yaoundé. Selon nos sources généralement bien informées, le meilleur gardien africain du siècle, qui actuellement travaille comme consultant sportif à Radio France internationale (Rfi) après une carrière bien remplie en Afrique et en Europe, envisage sérieusement de se porter candidat à la Fecafoot lors du scrutin prévu le 16 décembre.

Les chemins de l'élection au niveau fédéral étant déjà balisés depuis l'adoption par les délégués conviés à l'Assemblée générale extraordinaire du 10 octobre à Yaoundé, de nouveaux statuts, ainsi que le nouveau Code électoral et le Code éthique de la Fecafoot, l'ancien international camerounais, qui a porté les couleurs de plusieurs clubs africains (Union de Douala au Cameroun, Assec d'Abidjan en Côte d'Ivoire, Arab Contractors en Egypte) et européens tels Olympique de Marseille, Bordeaux, Saint-Etienne, Toulouse... rêve désormais d'occuper le poste de président du bureau exécutif de la Fecafoot.

Destin. Ambition légitime pour cette



légende du ballon rond. Joseph Antoine Bell apparaît en effet comme le candidat idéal pour relancer le football camerounais, malade depuis que Mohammed Iya a été arrêté et jeté en prison. Les relations cordiales qu'il entretient aussi bien avec les dirigeants de la Fédération internationale de football association (Fifa), l'Union européenne de football association (Uefa) ou au niveau de la Confédération africaine de football (Caf)

pourraient être bénéfiques au Cameroun. L'homme maîtrise parfaitement les arcanes du football, ainsi que la psychologie du milieu sportif. Milieu au sein duquel il entretient de bonnes relations avec tout le monde, pratiquants et dirigeants. Comme acteur ou critique, M. Bell est adulé par le public. «Jojo» n'a pas en effet sa langue dans la poche. Il sait manipuler à la fois le bâton et la carotte. Ses critiques au vitriol lui ont toujours valu

des inimitiés au sein de ceux qui sont en réalité contre le développement du foot camerounais. Pour les fossoyeurs et autres lobbies occultes du mouvement sportif national, l'ancien goalkeeper de Prison's of Buea, parce qu'indépendant et surtout regardant, est l'homme à abattre dans cette course vers la présidence de la fédération.

Né le 8 octobre 1954 à Mouandé (Cameroun, Région du Littoral), l'ancien capitaine de l'Olympique de Marseille s'était déjà présenté en 2015 sous la bannière de «La Team New Deal». Une candidature malheureusement rejetée par la Commission électorale au motif (fallacieux) que ce dernier n'avait pas produit d'extrait de casier judiciaire. Cette fois, celui qui estime dans une interview accordée au magazine Jeune Afrique en février dernier que « Le football camerounais est trop soumis aux mensonges et aux manipulations » ne devrait pas être seul. D'après les informations, l'ancien international Geremi Njitap, l'homme d'affaires Oumarou Fadil, Seidou Mbombo et Gilbert Kadji, tous soutenus, dit-on sans grande conviction par la star Samuel Eto'o, sont les autres prétendants au poste. La Fecafoot est sans bureau élu depuis la destitution de Tombi à Roko Sidiki en août 2017. C'est un Comité de Normalisation qui gère les affaires courantes depuis un peu plus d'un an.

MINRESI

L'Afd satisfaite des résultats du C2D/PAR

La bonne nouvelle émane d'une audience accordée à la délégation, mercredi à Yaoundé, par la secrétaire générale du département, représentante du Dr. Madeleine Tchuinte.

Carole Oyono (stagiaire)

La mission conduite par Zacharie Mechali avait pour objectif de faire un point global sur l'état d'avancement du Programme d'appui à la recherche financé dans le cadre du Contrat de désendettement développement (C2d/Par). Précisément, il était surtout question de plancher sur la situation du marché d'audit et d'évaluation d'une part, et sur l'état de mise en œuvre de la planification technique et financière des perspectives d'autre part. En effet, dans la perspective de sa clôture prochaine (dans un an), ayant pris source depuis octobre 2008, les deux partenaires ont trouvé judicieux de faire une sorte de bilan avant le terme imminent, afin de se projeter dans le futur. C'est dans ce cadre que l'équipe a été reçue par Rébecca Madeleine Ebéllé Etamé, secrétaire générale du ministère de la Recherche scientifique et de l'Innovation (Minresi). En un mot, il en ressort que ce programme, qui parmi tant d'autres, meuble la coopération scientifique entre le Cameroun et l'Agence française de développement (Afd), est en train d'atteindre de façon admirable, les objectifs fixés.

En clair, bien que l'étude sur l'économie de la recherche réalisée par le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) ait démontré que le système de recherche camerounais était sinistré, l'Afd s'était engagée malgré tout, à soutenir ce domaine au pays. Aujourd'hui, on peut dire que la recherche est en plein essor. Et



Photo de famille

cette aventure dans, laquelle la France et le Cameroun se sont lancés, porte déjà ses fruits. En effet, l'on enregistre à l'actif du bilan : le renforcement du partenariat entre le secteur public et celui privé (plusieurs partenaires privés ayant bénéficié des financements) ; le renforcement des ressources humaines (500 jeunes de moins de 30 ans recrutés et 400 autres recrutements prévus pendant les deux années à venir) et des capacités des chercheurs au niveau de l'Institut de recherche agricole pour le

développement (Irada) ; le transfert direct des acquis de la recherche vers les start-up généralement portées par de jeunes camerounais qui veulent tester des idées et qui avaient besoin d'un appui en recherche et développement ; sans oublier la réhabilitation de ses structures et des équipements dans les laboratoires aptes à réaliser les résultats obtenus ; la rénovation des bâtiments ; la formation des chercheurs dans différents domaines ; la production des équipements agricoles à Maroua, entre autres réalisations

palpables sur le terrain.

Des exemples. Il n'en manque pas. En effet, dans le cadre des projets de recherche de l'Irad, les différentes variétés de manioc qui ont été développées, arrivent à produire 40 tonnes à l'hectare ; alors qu'avant, l'on n'avait que 24 tonnes. Dans le même sillage, les variétés de sorgho développées permettent aux populations locales du Nord Cameroun de vendre leurs productions avant même les semences. Pour dire que la rentabilité est également au rendez-vous ; évidemment pour les producteurs qui se sont appropriés les différents résultats de la recherche scientifique et technique disponibles. Ces derniers qui, à en croire Tchouamo Isaac, secrétaire exécutif du programme, ont besoin d'être vulgarisés sur l'ensemble du territoire national, afin que même l'arrière-pays puisse en bénéficier. Une équation qui, à coup sûr, apportera sa contribution dans l'émergence du Cameroun à l'horizon 2035.

Pour mémoire. Placé sous la maîtrise d'ouvrage du Minresi, et par délégation le secrétariat exécutif du Par, le Programme a été signé en juillet 2011 pour un montant de 5,25 milliards francs Cfa. Avec pour objectifs de renforcer la valorisation des résultats de la recherche scientifique et technique au Cameroun ; ainsi que de permettre à la recherche de mieux jouer son rôle d'acteur du développement rural, il s'achève l'année prochaine.

LOBBYING

Le Grand-Nord abat ses cartes pour le prochain gouvernement

Des élus du septentrion font le siège de dignitaires du régime à Yaoundé, pour proposer leurs futurs représentants aux affaires et exiger le départ de quelques autres.

Mamouda Labaran

Ils avaient rendez-vous, hier avec le secrétaire général du comité central du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc, au pouvoir). Venu depuis quelques jours du septentrion, plus précisément du département du Logone et Chari (Extrême-Nord), un groupe de 8 conseillers municipaux devait, avec Jean Nkueté, faire passer un message clair à l'intention du président national Paul Biya. Quelques heures plus tôt, les lobbyistes, parmi lesquels Alhadji Bichara Raïs et Michedire Abdoukadre, devaient échanger avec le président de l'Assemblée nationale, Cavaye Yeguie Djibril. Il a été demandé au Pan d'user également de son influence auprès du chef de l'État afin que le Logone et Chari, champion du Cameroun des suffrages en faveur de Paul Biya (152.330, sur 161.032) à l'élection présidentielle du 7 octobre, puisse obtenir des postes proportionnellement à son engagement politique au prochain gouvernement.

Selon des informations puisées à bonne source, ces délégués devaient, avec leurs interlocuteurs, évoquer spécifiquement leur souhait de voir une de leurs élites faire son entrée au sein de l'exécutif. Il s'agit de Kamssouloum Abba Kabir, originaire de Ndouri Logone et questeur à l'Assemblée nationale. Aujourd'hui âgé de 64 ans, ses «frères» manœuvrent plus que



jamais pour le faire entrer dans le gouvernement en gestation. Dans l'autre sens, et faute d'avoir pu le dire de vive voix au chef de l'État, les plénipotentiaires du Logone et Chari insistent pour que le ministre délégué auprès du ministre des Relations extérieures en charge du Monde islamique, Adoum Gargoum, soit limogé. Membre du comité central du Rdpc entré

au gouvernement à la faveur du remaniement ministériel du 7 décembre 1997, le concerné, né le 7 août 1954 à Kousséri, est accusé de trafic d'influence par ses désormais adversaires. La fronde contre cet administrateur principal du travail et de la prévoyance sociale serait née, selon des sources introduites, d'une rixe, en mi-août 2017 entre Adoum Gargoum et Alhadji Bichara

Raïs. Conseiller municipal du Rdpc à la commune de Kousséri et membre du bureau de la section Rdpc de la localité, ce dernier, qui – la précision est de taille – fait partie de la délégation descendue à Yaoundé, était entré en conflit ouvert avec son camarade et non moins président de la commission départementale permanente du parti pour le Logone et Chari.

Venu aplanir un différend opposant deux factions du parti, Adoum Gargoum s'était lui-même retrouvé au cœur d'accusations de distraction d'une somme de 5 millions de francs, destinée au fonctionnement de la formation. Humilié, il avait saisi la justice pour menaces et insultes. Un acte qui ne fut pas du goût de la base, auprès de laquelle le ministre est déjà vu comme un homme arrogant et méprisant.

Il convient de souligner que le département du Logone et Chari, qui peut à juste titre se targuer d'une fidélité certaine à l'endroit du président de la République, n'est pas la seule localité du septentrion réclamant une meilleure représentation au sein des institutions de la République. Dans les cercles du pouvoir, les anecdotes font florès ces dernières semaines sur les manœuvres en cours, initiées par des élites de la zone pour faire la promotion du pedigree de leurs dignes filles et fils auprès de Paul Biya.

PRÉSIDENTIELLE 2018

Michel Ange Angouing, un artisan de la victoire de Paul Biya à l'Est

Par son dévouement et sa fidélité constante au chef de l'État, ce magistrat chevronné démontre qu'il ne suffit pas d'être au gouvernement pour soutenir le chantre du Renouveau.

Michel Tafou

Dans la région du Soleil levant, l'arrondissement de Doumaintang (Haut-Nyong) a décroché la palme d'or lors de l'élection présidentielle du 7 octobre. Ses populations ont voté, à 99,61%, en faveur du candidat Paul Biya. La localité s'est ainsi hissée sur la première marche du podium à l'Est, qui compte 33 arrondissements. Pour la commission départementale de campagne du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc, au pouvoir), ce résultat ne relève pas du hasard : c'est le fruit d'un travail de longue haleine. En effet, sitôt sorti du gouvernement, le 2 mars 2018, Michel Ange Angouing, fils de Doumaintang, s'est établi dans son village natal. Le contact permanent avec les populations locales depuis qu'il est aux affaires lui permet ainsi de mobiliser l'électorat, dans la perspective de la présidentielle d'octobre.

«On ne nourrit pas sa poule le jour du marché», dit le proverbe. Apprécié et écouté dans le département, et au-delà en raison de ses innombrables actions sociales, de son caractère rassembleur et de sa grande humilité, l'ex-ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative (Minfopra) ne rencontre aucune difficulté à faire passer son message. Celui-ci tient en peu de mots, mais s'avère éclatant de vérité : «Paul Biya et l'Est, c'est un partenariat gagnant-gagnant.» Lorsqu'arrive le moment de la campagne, le Haut-Nyong en particulier et l'Est, en général, sont déjà en ordre de bataille pour jouer leur



Michel Ange Angouing, un «biyaïste» en chair et en esprit...

partition dans la réélection de Paul Biya.

La force de la loyauté. Lors du méga-meeting du 22 septembre, Michel Ange Angouing Angouing, homme à ne pas dormir sur ses lauriers, martèle de plus belle : «Doumaintang ne connaît qu'un seul candidat, c'est Paul Biya.» La foule en liesse l'approuve une fois de plus. Ce jour-là encore, l'ex-Minfopra ne mégote pas

sur les slogans en faveur du président-candidat.

Il convient de noter que le Rdpc, dans cette localité, avait mis au point une stratégie de victoire qui s'est révélée efficace à tous points de vue. Ainsi, aux 36 grands rassemblements organisés jusqu'à la veille du scrutin, se sont ajoutés des opérations de porte à porte autour de 34 points focaux représentant autant de

bureaux de vote, sous la supervision des 18 commissions locales de campagne. Avec un tel maillage territorial, il ne restait que peu d'espace aux candidats de l'opposition pour faire entendre leur voix. Et l'ancien ministre ne s'est pas seulement limité à son arrondissement d'origine : il était bien en place, partout dans le Haut-Nyong, aux côtés des autres élites, battant campagne pour le président-candidat. C'est donc sans surprise que le département a, le 7 octobre, sur les 60.373 votants, accordé 58.070 suffrages à Paul Biya, se classant ainsi 15^e sur le plan national.

Il s'agit d'un bel exemple d'abnégation, de la part de l'encadreur Michel Ange Angouing qui, de par son attitude, a fortement inspiré la base et fait chorus autour d'une élite que certains avaient crue en réserve des affaires publiques. Dans le même temps son épouse, Françoise Angouing, présidente de la section Rdpc de la Kadey-Nord, était au four et au moulin à Batouri.

Ici, Paul Biya a décroché 44.024 voix sur 46.916 votants. Le département s'est adjugé la 21^e place nationale, en terme de soutien au président Biya. En rappel, le Cameroun compte 58 départements. Le Haut-Nyong et la Kadey, voire la région de l'Est, comme on peut le constater, ont efficacement contribué au triomphe du président-candidat qui, sur les 3.590.680 votants, a obtenu 2.521.934 suffrages pour un pourcentage sans appel de 71,28%.

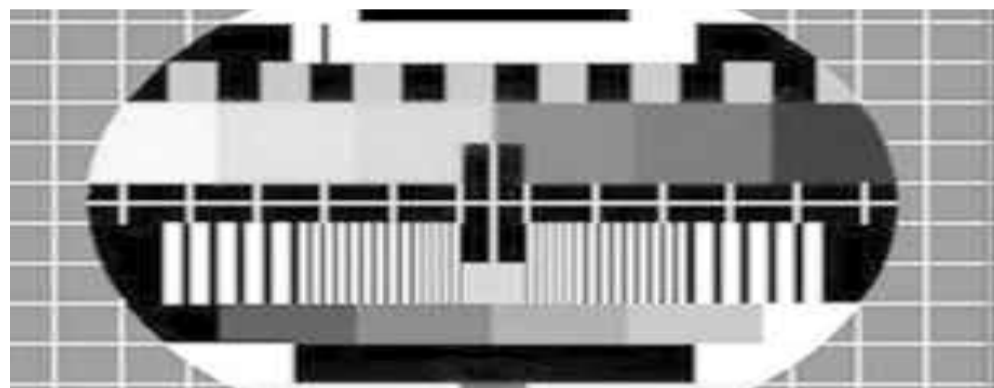
LA TÉLÉVISION

Hier et aujourd'hui

Partie de l'analogie au numérique, du monopole à la libéralisation, la télévision camerounaise a subi plusieurs mutations depuis sa création à nos jours. La journée mondiale de la télévision, célébrée au Cameroun le 21 novembre de chaque année, est une occasion pour toutes les forces vives, de revoir l'évolution des médias visuels dans le monde en général et ceux du Cameroun en particulier. Cette journée a été instaurée par l'organisation des Nations unies pour l'éducation, la

science et la culture (Unesco) en 1996. La télévision est donc un moyen de communication, d'instruction, de partage d'informations et de divertissement. Cependant, l'avènement des technologies de l'information et de la communication, liée elle-même à la mondialisation, donne de plus en plus le goût d'une satisfaction mitigée, car les programmes diffusés ne font pas toujours l'unanimité. La libéralisation de ce secteur a fait place à l'anarchie, à la concurrence déloyale et au

règlement de compte. Pourtant l'observatoire des médias, pour ce qui est du Cameroun, se bat malgré les moyens rudimentaires, à assurer la régulation de ce secteur. Au lendemain de la célébration de cette journée, votre quotidien refait donc l'état des lieux de la télévision au Cameroun, tout en faisant un zoom sur les figures emblématiques, ainsi que les métiers qui y sont greffés, avant de présenter les différents problèmes auxquels font face ces médias.



Histoire et évolution

Advenue au Cameroun en 1985, la télévision a connu des mutations du monopole à la libéralisation et occupe une place de choix dans la société de nos jours.

Réné Atangana

23 décembre 1985. Les ménages camerounais reçoivent, à travers leurs postes de télévision, les images de la Cameroon Television (Ctv). Cette fois, l'émission est définitive, contrairement au black-out survenu après la diffusion du congrès de Bamenda de mars 1985, et ensuite de la visite du pape Jean-Paul II la même année. La Ctv émet désormais les samedis et les dimanches et exceptionnellement lors des grands événements. En date du 26 avril 1986, une ordonnance (N°86/005/PR) du président de la République créera l'office de télévision Nationale (Ctv). Il s'agit d'une société parapublique à caractère industriel et commercial. Florent Etoga est nommé premier directeur général de la chaîne, et Ndi Fontah Nyamndi son adjoint. Les structures de la Ctv se mettent également en place avec le décret N°86/384 du 26 avril 1984 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de l'office. Quelques temps plus tard, la Ctv est rebaptisée en Cameroon Radio and Television (Crtv). Ainsi, le 28 janvier 1988, le président de la République va inaugurer le centre de production de la Crtv à Mballa II. En 1991, avec la mise en



place d'une nouvelle grille de programmes, la Crtv commence à émettre 7 jours sur 7. C'est à cette période qu'elle va connaître des turbulences marquées par la crise économique, le retour du multipartisme ou l'avènement de la démocratie. Une situation assez délicate que la Crtv devait gérer à travers l'information, l'éducation et le divertissement. Alors que la première chaîne nationale se remet de cette période rude, voilà qu'en 2000, intervient la libéralisation de l'audiovisuelle au Cameroun.

Libéralisation. Le décret du

Premier ministre du 3 avril 2000 ouvre la voie à la création des chaînes de télévisions privées et élargit la propriété à des entités autres que l'État. Cependant, c'est sept ans plus tard, le 30 août 2007, que le gouvernement a délivré les premières licences officielles à deux télévisions privées : Spectrum Télévision (Stv), et Canal 2 International. D'autres ont pu l'obtenir avec le temps. Par contre, certaines chaînes de télévision émettent encore sans avoir reçu la licence d'autorisation. Le monopole de l'État sur la télévision n'a pris fin qu'en 2001

avec la création de Tv max à Douala. Depuis lors, d'autres chaînes de télévision privées ont vu le jour : Stv, Canal 2 International, Ariane Télévision (Atv), Equinoxe Télévision, Vision 4, Ltm, InfoTv, etc. Les chaînes de télévision privées vont se multiplier et rafler les parts d'audience, jusque-là, entièrement détenues par la Crtv. Ces chaînes privées ont favorisé un climat de concurrence. C'est désormais la course à l'audimat. Il faut faire preuve de créativité, d'ingéniosité et d'imagination pour retenir l'attention des téléspectateurs. Bien que ces chaînes privées offrent de bons programmes et beaucoup d'émissions d'analyse de l'actualité, elles ne peuvent jusque là se mesurer à la télévision nationale Crtv sur le plan de la couverture géographique, des équipements et des infrastructures. L'office national de radiotélévision dispose d'une chaîne de télévision avec un réseau d'émetteurs qui couvre 80% du pays. Elle émet en français et en anglais 24/24. Bien que créée pour être un média public, la Crtv reste un média d'État parce que son conseil d'administration est nommé par décret présidentiel et présidé par le ministre de la Communication.

Les experts en la matière

La télévision renferme un bon nombre de métiers, gros plan sur certains.

Nadine Bella

À leurre du numérique

C'est le 14 juillet 2015 que le ministre de la Communication, Issa Tchiroma Bakary, qui assure la vice-présidence du Comité national de pilotage de la migration de l'analogique au numérique – Cameroon Digital Television project (Cam-Dtv), avait annoncé solennellement que le Cameroun est passé à la Télévision numérique terrestre (Tnt). La date butoir pour cette transition avait été fixée au 17 juin du même mois par l'Union internationale des télécommunications (Uit) ; mais le gouvernement camerounais avait évoqué, pour justifier son retard, des soucis de dédouanement du matériel à son principal port, le port de Douala. Les ménages équipés de postes appropriés possédant un tuner Tnt intégré et équipés d'une simple antenne intérieure pouvaient déjà, apprenait-on, recevoir gratuitement un bouquet de chaînes diffusées en mode numérique. Ce bouquet comprenait, disait-on, huit chaînes locales et quatre chaînes internationales (deux d'information, une généraliste et une thématique pour enfants). Pour le lancement, Yaoundé et Douala ainsi que les localités environnantes de ces deux villes avaient été sélectionnées pour les tests. Les populations ne disposant pas d'un décodeur permettant de recevoir directement le signal numérique, devaient se munir d'un décodeur pour convertir le signal analogique en signal numérique. Un échantillon de 1000 foyers avait même été choisi pour cette « première phase du basculement », d'après le Cam-Dtv. « Au terme de cette phase technique, des décodeurs seront mis en vente à un prix suffisamment accessibles aux populations », indiquait alors le Mincom. « Les modalités de mise à disposition de ces terminaux de réception seront rendus publiques en temps opportun », soulignait-il. Plus de deux ans plus tard, la Tnt n'est toujours pas disponible au Cameroun. Pire, plus personne n'en fait allusion. À la Cam-Dtv, l'on apprend que le principal blocage dans la mise en place de la Tnt au Cameroun, est l'interférence entre le projet de migration de la Crtv et celui de la migration au numérique qu'est la Tnt. Affaire à suivre.

H.O.B

L'Ingénieur du son est garant de la qualité sonore de tout enregistrement. Pendant une émission de télévision, celui-ci travaille en étroite collaboration avec le réalisateur, pour favoriser une prise de sons optimale. Il veille à la qualité de l'enregistrement d'une émission, qu'elle soit diffusée en direct ou en différé. L'opérateur synthétiseur, quant à lui, joue à la fois le rôle de rédacteur, dans la mesure où il intervient sur le texte et d'illustrateur, car il travaille aussi sur l'image. Concrètement, celui-ci incruste tous les éléments d'habillage des images qui passent à l'antenne : textes, noms, sous-titrages, schémas, histogrammes... Ses interventions sont nombreuses sur les émissions diffusées en direct, notamment lors des journaux télévisés et sur les chaînes d'information en continu. Pour ce qui est du conseiller des programmes, il travaille en unité spécialisée par grands secteurs. À partir d'une ligne éditoriale établie, les responsables d'unités vont définir un cadre pour les programmes à trouver sur le marché, ainsi qu'un cadre pour les productions à concevoir ou à faire fabriquer. L'infographiste est comme le metteur en scène de l'information. Il manie les textes et les images pour composer un message clair et efficace. Celui-ci réalise des visuels alliant images, photos, textes et vidéos à partir des outils informatiques. L'opérateur de prise (Opv) de vue filme les émissions de variété, le journal télévisé, les jeux et les débats. Selon l'importance de l'émission, les Opv peuvent être nombreux. Ils travaillent en étroite collaboration avec le réalisateur, qui se trouve à la régie, pour déterminer le cadrage en fonction de l'effet voulu. Le monteur reçoit les rushes tournés par l'équipe de production. Pour un reportage d'une trentaine de minutes, il est possible que le monteur reçoive jusqu'à une vingtaine d'heures de rushes. Le plus souvent, il travaille directement avec le journaliste. Celui-ci lui indique l'ordre de séquence et les éventuels effets à ajouter. Il sélectionne les meilleurs scènes et plans, qu'il coupe puis raccorde entre eux. Le responsable d'antenne lui, est garant de tout ce qui va être diffusé sur la chaîne de télévision. Il assure l'encadrement de l'équipe d'antenne et de programmation, le suivi et le contrôle des



programmes diffusés. Le journaliste télé comme ses confrères de la radio et de la presse écrite, collecte, traite et diffuse l'information. On y trouve des reporters, des Journalistes reporters d'images (Jri), des

présentateurs. À la télévision, le rôle du réalisateur est beaucoup moins créatif qu'au cinéma. Il supervise l'équipe technique de l'émission. En fonction du décor et des participants, il doit prévoir la position des caméras, les

effets sonores et de lumière, et surtout faire face à l'imprévu en cas de direct. Ces métiers associent pour la plupart, aspects technique et artistique.

Un vecteur qui influence nos mœurs

La télévision camerounaise, par ses émissions et images, participe à pervertir le comportement de nos enfants et de la jeunesse en général.

Carole Oyono
(stagiaire)

Il est impérieux qu'un choix sélectif et bien orienté soit fait dans les différents programmes de la télévision, afin de contribuer au renforcement de l'idéologie et de la politique de l'État en matière d'éducation. L'État camerounais a défini la mission et l'objectif de cette dernière vis-à-vis de l'enfant, dans la loi N° 98/004 du 04 avril 1998 portant sur l'orientation de l'éducation dans le pays. En effet, celle-ci dans ses articles 4 et 5, voudrait que l'éducation soit une formation de l'enfant en vue de son épanouissement intellectuel, physique, civique et moral, ainsi que son insertion harmonieuse dans la société, en prenant bien sûr en compte les facteurs économiques, socio-culturels, politiques et moraux. Cette formation doit également lui permettre d'être enraciné dans sa culture, mais ouvert au monde et respectueux de l'intérêt général et du bien commun. Aussi, l'éducation doit former aux grandes valeurs éthiques universelles que sont la dignité, l'honneur, l'honnêteté, l'intégrité, le sens de la discipline, entre autres. Pourtant, nous pouvons voir à quel degré les mentalités, surtout de notre jeunesse et la



majorité des femmes au foyer, sont influencées par ce qui est diffusé dans nos chaînes de télévision nationales. Ces dernières sont en fait un relai des idéologies telles l'homosexualité, la précocité sexuelle, la vie de rêve, la vulgarité..., promues par l'occident, et qui dénaturent l'âme de la civilisation africaine. Prenons le cas de la promotion de la femme, de ses droits et devoirs. Une idéologie qui a même été consolidée par la création du ministère de la Promotion de la femme et de la famille. Cependant, il est fréquent de voir diffuser dans nos chaînes nationales, des vidéogrammes où les femmes sont presque nues et vulgaires, réduites au

décor du clip. Aussi, des films et séries importés sont régulièrement diffusés, mettant en vue les modes de vie pervers de la société occidentale ; ce qui participe à la dénaturation de notre culture, lorsque celle-ci n'est pas complètement anéantie. Dans la même foulée, le critère sensibilité du public est rarement pris en compte dans la télévision camerounaise, puisque les indices ne sont pas souvent affichés pour avertir les âmes sensibles, en cas de diffusion compromettante. L'on pourrait donc se demander s'il existe vraiment des normes et lois qui réglementent ce secteur des médias du point de vue éthique.

En manque de repères

Selon des observateurs, la télévision camerounaise fonctionne au mépris de l'éthique, de la déontologie et de la réglementation, versant ainsi dans l'anarchie.

Labaran Mamouda

Il ne se passe plus un jour au Cameroun sans que les téléspectateurs et autres observateurs ne crient au scandale face à la diffusion et aux pratiques devenues courantes orchestrées par nos chaînes de télévision. Entre lynchage de confrères, humiliation, procès en sorcellerie, utilisation anarchiques des espaces, tout y passe. L'on a encore en souvenir le lynchage qu'a subi la chaîne de Télévision Vision4 par des journalistes de la chaîne Équinoxe Télévision, en mondovision. Ceux-ci, au nom d'on ne sait quoi, qualifiaient la chaîne Vision 4 Tv de «vraie imposture». Les mots utilisés en direct par ces journalistes d'Équinoxe Tv, étaient suffisamment forts et exprimaient leur grande colère contre Vision 4 Tv et notamment contre le président directeur général (Pdg) Jean Pierre Amougou Belinga du groupe l'Anecdote, qui selon eux, affiche de façon



«ostentatoire et indécente», sa richesse et son carnet d'adresses sur sa télévision. La question que l'on se poserait dans ce cas est celle de savoir si c'est toujours du journalisme. Le fait n'a d'ailleurs pas échappé aux

internauts et téléspectateurs. Selon des spécialistes des médias, le grand coup de gueule que la chaîne Équinoxe Tv a servi le mardi 23 mai 2017 à ses téléspectateurs de l'émission quotidienne Zénith, diffusée à 10h, en direction de

la chaîne Vision 4 Tv, n'a rien à voir avec le journalisme. Il est plutôt un élément constitutif de l'anarchie qui règne dans ce secteur. Des exemples comme ceux-ci sont légion. De l'anarchie, l'on en déplore également au niveau des installations des chaînes de télévisions du pays. Dans un mémo présenté aux membres du gouvernement, repris par le journal «le Messenger», plusieurs chaînes de radio et chaînes de télévision figurent parmi les occupants illégaux de la station radiophonique de Mbankolo à Yaoundé. Ils n'ont pas de licence d'exploitation des réseaux de communications électroniques délivrées par le ministère des Postes et Télécommunications (Minpostel). Ils n'ont pas d'accord d'assignation de fréquences, encore moins de certificat d'homologation de leurs équipements. Dans la liste des récalcitrants, figure les chaînes de télévision de renom. Visitant la station située sur le mont Mbankolo, le 16 février 2016, la ministre des Postes et Télécommunications avait alors annoncé un «grand nettoyage». Minette Libom Li Likeng dénonçait le fait que le site soit inondé de pylônes, d'antennes et diverses infrastructures installés de manière anarchique. «C'est une honte. Nous allons prendre des mesures fortes pour mettre fin à tout cela», avait-elle déclaré. Même les occupants en règle contribuent au désordre en louant leur matériel aux clandestins affirme le mémo. Pire, le même mémo adressé au gouvernement indique que «sur les 41 exploitants de radioélectrique fournissant des services de radiodiffusion et de télévision présents sur le site, seule une poignée est en phase avec la réglementation».

Une libéralisation du secteur qui coince

Le Cameroun, pensant grand son développement, a décidé de suivre le cours des événements qui riment avec la technologie. Pour ce faire, ouvrir la porte à la multitude de chaînes de télévision(Tv) a été l'une des idées de son développement. Cependant, songer à être promoteur d'une chaîne de Tv et réaliser son rêve nécessite une patience et des acrobaties comme seul peuvent le faire des athlètes. S'en tenant au fait que la note ministérielle indique qu'il faut payer une caution de 100 millions Fcfa pour ouvrir une chaîne de télévision, plusieurs promoteurs peinent à remplir cette condition. Il devient alors impossible de savoir quelle chaîne de Tv est légale et qu'elle autre ne l'est pas. Ajouter à ceci le fait que les documents à fournir au ministère de la Communication ne sont pas toujours facile à composer compte tenu des sommes qu'il faut dépenser pour constituer un dossier en bonne et due forme. L'autre hic qui n'est pas à négliger est l'accès au satellite, qui contribue à faire bénéficier une place sur un bouquet pour une large diffusion de ses images. Un promoteur qui a requis l'anonymat nous confie pour ce qui est de ce cas que : «Après avoir rempli les conditions qui autorisent l'ouverture de votre chaîne, le plus dur est d'avoir une place sur le satellite. Je vous prends mon exemple je n'ai pu être présent sur le bouquet Canalsat que grâce à l'entregens d'un ami, ce n'est pas évident je vous assure. Si vous ne le faites pas, soyez assurés que votre chaîne ne sera pas différente de celle d'un câblodistributeur, communément appelé chaîne libre». C'est donc là une autre situation qui empêche le secteur de la Tv de prendre son envol, car beaucoup de ces chaînes n'émettent pas en hertziens, mais injectent directement leurs chaînes dans le câble. Ce qui rend impossible leur localisation à l'aide du Gps, la seule solution étant alors d'assouplir un peu plus l'accès aux licences d'exploitation.

P. N
(stagiaire)

Les icônes de tous les temps

Ils sont nombreux à avoir captivé les millions de téléspectateurs de la première heure et d'aujourd'hui.

Ambroise Médard Manga
(Stagiaire)

Le Cameroun, pays au centre de l'Afrique, a été le dernier à mettre en place une chaîne de télévision sur son sol. Dès les premières heures de l'avènement de la télévision, certaines personnes se sont illustrées par un talent incommensurable, marquant ainsi les esprits de tous les Camerounais. Parmi ces personnes, l'on peut citer Charles Pythagore Ndongo, aujourd'hui directeur général de la Cameroon radio and télévision (Crtv). Entrée dans la chaîne nationale au début de sa carrière, l'actuel directeur général va se démarquer par sa brillante prestation à l'antenne à travers une technique d'écriture répondant aux canons de l'art et une voix suave qui depuis la nuit des temps ne cesse de captiver les téléspectateurs de ce média à capitaux publics. À quelques jours de son départ à la retraite, le natif de Lolodorf, dans le département de l'Océan, région du Sud, n'a pas échappé à l'admiration du chef de l'État Paul Biya. Après avoir assuré avec bravoure sa tâche dans la brigade de reportage de la présidence de la République, puis directeur de l'information, directeur central antenne tv, Charles Pythagore Ndongo s'est vu récompenser de tous ses



efforts et de tout son talent. Il est alors nommé le 29 juin 2016 par décret présidentiel, directeur général de la Crtv. Adèle Mballa Atangana, l'amazone incontestable du 20h30 du journal télévisé le plus regardé du Cameroun. Il lui sera difficile de se faire des ennemis de par son talent. Après avoir fait un tour au centre de formation professionnelle de l'audiovisuel d'Ekounou, elle est revenue sur le plateau pour le grand bonheur de ses fans. Malgré la situation malheureuse survenue au lendemain de l'élection de Macron, avec la publication d'un faux gouvernement français au cours d'une édition du journal de 20h30, Adèle a été retirée de la grande vitrine de la télévision

camerounaise. Mais cela ne l'a pas empêchée de garder la tête haute. Grâce au sens élevé et de discernement, Charles Ndongo l'a rappelée pour servir la nation. Ibrahim Chérif. Comme son nom l'indique, il officie à la grandeur des chefs. Le maître du magazine «Actualité hebdo» reste l'idole de plusieurs générations de jeunes journalistes. Aujourd'hui directeur central de l'antenne Tv, Ibrahim Chérif a remplacé Charles Ndongo. Avant sa nomination à ce poste, il occupait le poste de directeur de l'information Tv. D'autres icônes qu'on pourrait présenter sont, Denise Epoté, Eric Chindjé et Alain Belibi, pour ne citer que ceux-ci.

INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES

Construction de 317,6 Km de route en 2018

Le ministère des Travaux publics (Mintp), dans son bilan de fin d'année soumis actuellement au Parlement, indique que des efforts ont été faits en 2018 pour densifier et moderniser le réseau routier national. Précisément, 317,6 kilomètres de nouvelles routes bitumées et 144 mètres linéaires de ponts ont été construits à travers l'achèvement de divers projets. La densité linéaire du réseau bitumé au Cameroun est passée de 5240 km à 6760 km linéaires bitumés entre 2010 et 2016.

TÉLÉVISION VIA LE SATELLITE

38% des foyers concernés

C'est ce qu'a révélé l'enquête menée par le cabinet Nielsen dans trois pays africains. Selon ledit cabinet, 1,3 million de foyers, représentant 38% des ménages équipés de téléviseurs au Cameroun, reçoivent la télévision via le satellite. Et 0,9 million de foyers dans le pays ont été identifiés comme ayant des téléviseurs compatibles avec la haute définition (Hd), révèle la même source. D'après l'enquête, le Cameroun est classé derrière le Nigeria avec 41% des foyers et la Côte d'Ivoire (68%) où la réception de la télévision par satellite est plus ancrée dans les habitudes de consommation des ménages.

BLANCHIMENT D'ARGENT

Le Cameroun enrégistre 1 049, 917 milliards d'opérations entre 2006 et 2017

C'est ce qu'a révélé le directeur de l'Agence nationale d'investigation financière (Anif), Hubert Nde Sambone. Selon ce dernier, 650 déclarations de soupçons, sur 3278 dossiers reçus, avaient été transmises à la justice du pays. Le phénomène de blanchiment dans le pays, particulièrement présent dans l'administration publique, se matérialise notamment à travers le détournement de deniers publics, la fraude fiscale, le trafic de drogue et d'êtres humains, renseigne l'Anif.

SECTEUR MINIER

Les recettes passent de 4 à 5 milliards Fcfa en 2018

Dans une note interne, le ministère de l'Industrie des Mines et du Développement technologique (Minmidt), se félicite de l'action du gouvernement dans le secteur.

Marie Hélène Ndongo
(Stagiaire)



L'action gouvernementale, selon le Minmidt, a permis l'accroissement des recettes au cours de l'année 2018. En effet, elle a essentiellement porté sur la poursuite de la vulgarisation du Code minier, dont la mise en œuvre a permis d'enregistrer certaines avancées, notamment en termes de recettes issues de divers impôts et taxes du secteur minier. Ces recettes sont passées de 4 milliards Fcfa en 2017 à pratiquement 5 milliards Fcfa en 2018, révèle le journal en ligne "Investir au Cameroun". Ainsi, le Minmidt se réjouit d'avoir permis la canalisation directe de l'or auprès des artisans miniers, avec des projections de 40 kilogrammes d'ici la fin de l'année 2018 et de 120 kilogrammes d'or dans la même période, concernant les opérateurs du secteur de l'artisanat semi-mécanisé. Dans la même veine, le ministère se dit optimiste pour les prochains mois grâce à la mise en valeur de certains sites miniers, à l'instar de celui du rutile d'Akonolinga (500 000 tonnes) pour lequel un appel international à manifestation a été lancé. Par ailleurs, l'État négocie actuellement trois conventions minières pour l'exploitation des gisements de fer d'Akom II, de fer de Kribi et de l'or de Colomine.

Projets. Pour ce qui est des autres projets, apprend-on, certains sont aujourd'hui à un stade avancé de travaux, notamment le projet de fer de Mbalam, opéré par Cam iron, le

projet de nickel-cobalt de Nkamoun près de Lomié, propriété de Geovic, le projet de bauxite de l'Adamaoua (à Minim-Martap et Ngaoundal) géré par Cameroon Alumina, et le projet diamantifère de Mobilon près de la frontière avec la République Centrafricaine, développé par Cameroon & Korean Mining. Sur l'ensemble de ces projets, deux seulement ont déjà bénéficié de permis d'exploitation minière (nickel/cobalt en 2003 et diamant en 2011), l'exploitation proprement dite n'ayant toutefois pas encore démarré sur le terrain. D'après le quotidien suscité, Cam iron vient de signer une convention minière avec le gouvernement et le permis d'exploitation ne lui sera délivré que lorsque certaines conditions auront été remplies. En outre, un permis de recherche a été délivré sur le gisement de bauxite (potentiel provisoire de 554 millions de tonnes) de Ngaoundal et Minim-Martap. Ainsi, le Cameroun dispose d'un fort potentiel géologique qui, bien géré, pourrait contribuer à la croissance économique du pays. On retrouve par exemple dans certaines localités, d'importants gisements de minerais de fer, de bauxite, de diamant, de calcaire, de rutile et de cobalt nickel. Toutefois, force est de constater, qu'en dépit de l'existence de ces minerais, l'exploitation minière ne joue pas encore un rôle majeur dans le développement du pays, et le secteur minier reste en marge de l'économie.

INDUSTRIALISATION

Le gouvernement entend valoriser le secteur

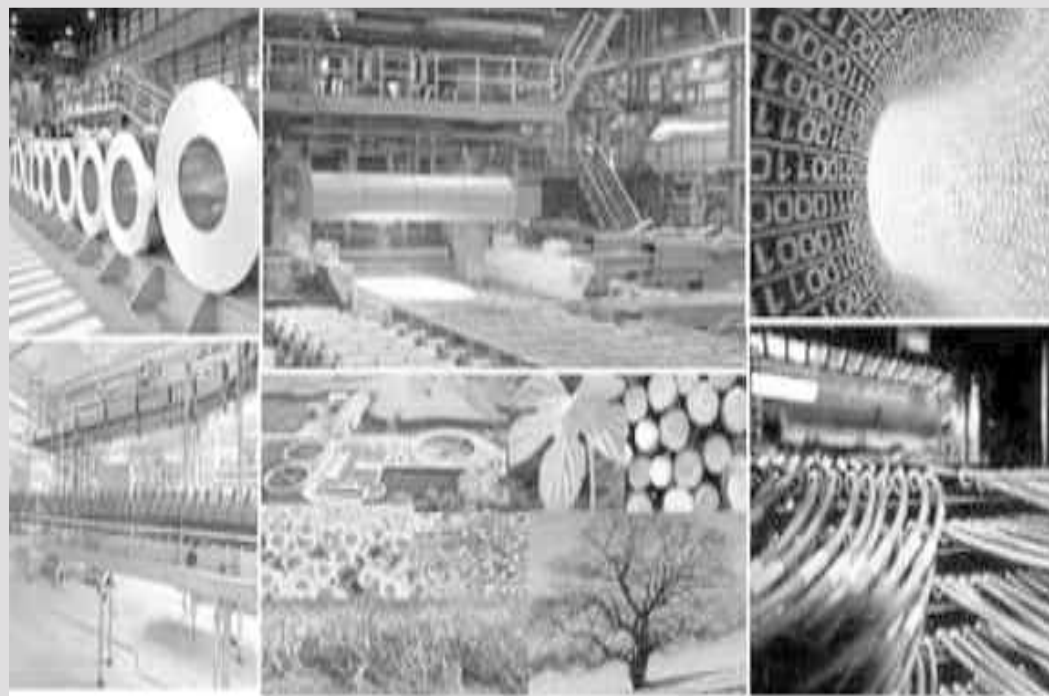
À travers le développement de l'agro-industrie, l'énergie et le numérique.

Nadège Fouejio
(stagiaire)

« Promouvoir les chaînes de valeur régionales en Afrique : voie de l'accélération de la transformation structurelle, de l'industrialisation et de la production pharmaceutique en Afrique », ainsi se décline le thème de la 18e Journée de l'industrialisation africaine (Jia) qui s'est célébrée le 20 novembre à Yaoundé. Au cours de cette célébration, le ministre des Mines, de l'Industrie et du Développement technologique (Minmidt), Ernest Gbwaboubou, était entouré des ministres en charge des Petites et Moyennes entreprises, des Postes et des Télécommunications ainsi que le représentant-résident de l'Union africaine au Cameroun. Selon le ministre, renseigne le journal à capitaux publics Cameroon tribune, aucun indicateur ne permet d'évaluer le niveau d'industrialisation du pays. « Il revient aux investisseurs de capitaliser les différents mécanismes pour en tirer bénéfice » a-t-il déclaré en appelant ces derniers à plus d'action.

Valorisation. Cependant, il s'est réjoui des mesures d'accompagnement prises par

l'État à travers les mécanismes comme les centres de formalités de création d'entreprises, les bureaux de mise à niveau et les incitations à l'investissement. Cette implication a également permis, apprend-on, au gouvernement à travers le ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement technologique de ce doter d'un outil de politique publique dénommé Plan directeur d'industrialisation (Pdi). Celui-ci, précise-t-on, repose sur le développement de trois secteurs prioritaires qualifiés de « sanctuaires » à savoir l'agro-industrie, l'énergie et le numérique. Il est à noter qu'à travers ce concept « Made in Cameroon » qui prend de plus en plus de l'ampleur, de nombreux opérateurs économiques ont pris conscience de la nécessité de promouvoir les produits locaux. Ainsi, ils investissent de plus en plus dans la production entre autres de jus de fruits, de pâtisseries, de produits cosmétiques à base de cacao, d'avocat, d'aloë vera, etc. Les accessoires vestimentaires et de produits pharmaceutiques ne sont pas en reste.



REDUCTION A 32% DES GES

Le Cameroun mise sur 2000 milliards FCfa

C'est le montant nécessaire d'ici 2035, afin d'honorer ses engagements sur la question. Une révélation du coordonnateur national du Cdn-Cameroun, lors d'un atelier y relatif, le 20 novembre à Yaoundé.

Carole Oyono
(stagiaire)

Le Cameroun entend atteindre le quota de 32% au terme de cet horizon. À en croire Timothée Kagombe, coordonnateur national du Cdn-Cameroun, de gros financements doivent être mis en jeu. Une réalité à laquelle il faut faire face, si l'on veut gagner ce pari. L'on peut bien comprendre cet état de choses, puisque l'Afrique en miniature compte sur une palette de mesures et initiatives pour lutter contre le réchauffement climatique. Il s'agit dans la foulée, d'être accrédité au Fonds vert climat grâce à l'aide des partenaires financiers et techniques ; apporter son appui à hauteur de 11% dans le domaine de la Contribution déterminée nationale (Cdn), par la mise sur pied des projets conséquents dans différents secteurs. Dans l'agriculture par exemple, il est question de mettre en œuvre une nouvelle politique agricole qui limiterait la déforestation, étant donné que cette



dernière reste la première source d'émission qui renforce l'empreinte carbone. Dans le secteur de l'énergie, il y a par exemple lieu d'exploiter le solaire et la biomasse, sans compter les campagnes de reboisement et de gestion durable des forêts, entre autres mesures. Ces différents pans de lutte ont alors pour finalité, renforcer cet

engagement pris devant la communauté internationale (dans le cadre de l'Accord de Paris). Ceci étant, le Cameroun a besoin d'être plus réactif en la matière, au regard de la tenue prochaine du 2 au 14 décembre en Pologne, de la 24^e conférence sur le climat (COP 24). L'on peut donc comprendre l'objectif de l'atelier de

clarification des rôles et responsabilités des parties prenantes à la mise en œuvre de la Contribution déterminée nationale (Cdn), mardi dernier. En clair, il était question pour Hele Pierre, ministre de l'Environnement, de la Protection de la nature et du Développement durable (Minepded) et les différents partenaires techniques et financiers présents au rendez-vous, de recenser les actions déjà entreprises dans la lutte. Une nécessité qui permet d'apprêter un plaidoyer qui parlera en faveur du pays. Les changements climatiques sont réels. Ils impactent le monde entier, sans exception aucune. Au Cameroun, cela se ressent par des troubles de saisons qui, à leur tour, sont à l'origine de conséquences néfastes sur l'agriculture, l'élevage, la santé, etc. Ainsi, bien que le pays ne figure pas parmi les plus pollueurs de la planète, il n'en reste pas moins qu'il a l'obligation d'apporter sa pierre à l'édifice de lutte.

EGYPTE

Le Cameroun présent à la Cop14

L'objectif est de consolider son engagement sur les problématiques relatives à la perte de la biodiversité ; la restauration des terres dégradées et la biosécurité, entre autres. À cette quatorzième Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique (COP14) qui se tient jusqu'au 29 novembre, la délégation est représentée par l'ambassadeur du Cameroun en Égypte, le secrétaire général du ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et du Développement durable (Minepded) ; les Organisations non gouvernementales (Ong), la fondation Cœur d'Afrique de Roger Milla et la société civile.

MAYO-DANAY

Des vulnérables secourus par le Cerac

Dans l'optique d'améliorer leurs conditions de vie, ils ont reçu le 21 novembre, des dons venant de cette association dont la première Dame est la présidente fondatrice. En effet, l'école publique de Tchéké (région de l'Extrême-Nord), entièrement réhabilitée et équipée, a officiellement été rétrocedée. De plus, pendant la cérémonie, les femmes rurales ont reçu des moulins à écraser, des pulvérisateurs, des intrants agricoles, des arrosoirs, etc.

DOUALA

Les médecins planchent sur la couverture santé universelle

Ils entendent apporter dès ce jour, une contribution dans l'élaboration de ce projet, au cours de leur assemblée générale de l'Ordre national des médecins du Cameroun (Onmc).

C. O
(stagiaire)

Un dispositif solidaire où tout le monde accède aux mêmes soins et à divers endroits du pays, avec la même qualité. Tel est l'objectif recherché par la couverture santé universelle. En d'autres termes, les mots clés du système mettent en exergue l'accès équitable aux services de santé, la protection financière et la qualité. Pourtant, l'élaboration de ce dispositif complexe oblige une certaine organisation. A propos, le gouvernement peut déjà compter sur l'existence d'une carte sanitaire et d'un bon réseau de soins de santé primaire pour y arriver. De même, il y a lieu de légiférer, d'organiser l'immatriculation, le recouvrement et la classification par identification des indigents, entre autres mesures à prendre. Sur la question, les membres de l'Ordre national des médecins du Cameroun sont persuadés que le Cameroun est apte à



relever ce défi, mais aussi de mettre sur pied un système plus original. C'est dans cette optique qu'ils se proposent de débattre autour du thème : «Le médecin, acteur-clé de la Couverture santé universelle au Cameroun». Au menu, la présentation des grands projets de l'institution, de son déploiement dans la diaspora,

sans oublier des thématiques relatives au lien entre ce système et l'exercice illégal de la médecine au Cameroun. Et pendant ce rendez-vous, le Directeur de l'Organisation des soins et de la technologie sanitaire au ministère de la Santé publique (Minsanté) aura à édifier l'auditoire sur la question. Par ailleurs, la

présence du ministre de la Santé publique et celle du ministre de l'Enseignement supérieur est annoncée.

Défis. Mettre sur pied une couverture sanitaire universelle en assurant la sécurité financière des patients est fondamental pour l'atteinte des Objectifs de développement durable (Odds). La raison, la bonne santé des individus demeure profitable à la famille, la communauté et le pays. Le Cameroun se devra donc de relever les défis tels que le système de santé solide, efficace et bien géré des personnels de santé en nombre suffisant, bien formés et motivés ; des soins à un coût abordable et l'accès aux médicaments et technologies médicales. Une équation assez difficile à résoudre, lorsqu'on connaît les réalités non plausibles, inhérentes aux formations hospitalières du pays.

LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA

La résistance aux médicaments préoccupe le Circb

Elle a fait l'objet des travaux du Conseil scientifique international du Centre international de référence «Chantal Biya» (Circb), pour la prise en charge et le traitement des patients. C'était le 20 novembre dernier à Yaoundé, pendant la neuvième session ordinaire du Conseil. En clair, il était surtout question d'évaluer les projets de recherche menés au cours de l'année sur la question. Dans ce sillage, les résultats de recherche sur le diagnostic précoce ont été étudiés ; de même que le projet de partenariat clinique européen et les pays en développement, entre autres.

RÉSISTANCE DU VIH

Les Chercheurs s'activent

Le Conseil scientifique du Circb a examiné les résultats des projets de recherches menées au cours de l'année 2018, le 20 novembre à Yaoundé.

Annette Mindjié
(Stagiaire)

Réunis dans le cadre de la 9^e session le 20 novembre 2018, les membres du Conseil scientifique du Centre international de référence Chantal Biya pour la prise en charge et le traitement du VIH/sida (Circb), ont procédé à l'évaluation des projets de recherches menées audit centre tout au long de l'année, en vue de combattre la résistance du Vih aux médicaments. À l'issue des travaux, le président du conseil, Carlo Federico Perno, a souligné que le Circb est aujourd'hui confronté à une résistance majeure du Vih, due au fait que le virus avait échappé à la pression de l'antivirus. Au regard de la gravité du phénomène, il a été proposé que les médecins soumettent d'abord les patients à un test de résistance, lequel leur permettra de trouver un traitement adapté et efficace pour les malades confrontés à une pharmacorésistance. «Le Circb dispose de la capacité technique pour effectuer un tel test pour des patients nécessitant à un prix modéré. Je profite de l'occasion pour féliciter les chercheurs du Circb d'avoir si bien réussi à faire de ce centre, une référence sur l'ensemble du pays en matière de test de résistance au Vih», a apprécié le président. La session a également permis aux membres du Conseil scientifique



d'étudier les résultats des recherches sur le diagnostic précoce et la prévention de la transmission du Vih de la mère à l'enfant, le projet de partenariat clinique européen et des pays en développement, le programme social de vaccination, les co-infections par le Vih, ainsi que les perspectives sur les travaux scientifiques à réaliser en 2019. L'autre affection sur la table des débats mardi dernier était l'hépatite B. D'après Judith

Torimiro, coordinatrice des laboratoires du Circb, cette maladie est plus répandue que le Vih au Cameroun, et le taux de co-infection parmi les personnes atteintes du Vih, avoisine les sept pour cent (7%). D'où la nécessité pour le comité scientifique d'examiner l'impact d'une maladie sur l'autre. Il sera question pour les chercheurs de trouver comment une personne atteinte du Vih et du virus de l'hépatite B répond au traitement. Ce d'autant

que le même médicament est souvent utilisé pour traiter les deux maladies, vu la forme sous laquelle les deux virus apparaissent chez cet individu. Une nouvelle stratégie de prise en charge des patients co-infectés sera alors proposée. Les informations ont en outre révélé que la plupart des malades du Vih dont le test de dépistage de l'hépatite B était négatif, finalement deviennent positifs pour l'hépatite B plus tard. C'est pourquoi le Professeur Torimiro a déclaré qu'il est temps que les cliniciens commencent à réfléchir sur la fréquence à laquelle les patients Vih devraient être soumis à un test de dépistage de l'hépatite B. Bien que le décret N°2018/507 du 20 septembre 2018 ait transformé le Circb en une institution administrative publique dotée du statut d'Hôpital, le centre mène d'importantes activités avec le ministère de la Santé publique (Minsanté). L'occasion a donc été idoine pour le président du conseil de louer les efforts du gouvernement, en particulier des laboratoires de recherche du Circb, pour avoir diligemment traité la question de la résistance aux médicaments et des tests de résistance au Vih.

VIOLATION DES DROITS DE L'ENFANT

Le cas des réfugiés préoccupe les organisations internationales

Le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (Hcr), l'Organisation internationale pour les Migrations (Oim), et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) ont rappelé l'urgence de la protection et de l'assistance des ces derniers à l'occasion de la journée de l'enfance célébrée le 20 novembre 2018.

A M
(Stagiaire)

À l'occasion du 29^{ème} anniversaire de la Déclaration et de la Convention relative aux droits de l'enfant, le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (Hcr), l'Organisation internationale pour les Migrations (Oim), et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef) ont invité les gouvernements à améliorer la protection et l'accès aux services sociaux de base à tous les enfants migrants et réfugiés, en particulier l'accès à la santé, à l'éducation et à l'hébergement. En effet, il n'est plus à démontrer que les enfants sont une partie intégrante du phénomène de la migration à l'échelle internationale. D'après le Hcr, 30 millions d'enfants vivent en dehors de leur pays de naissance et plus de 11 mille enfants et jeunes non accompagnés, ont été identifiés sur les différentes routes de la méditerranée. De plus, la moitié des réfugiés du monde sont des enfants. En octobre 2017, le Cameroun comptait environ 50 mille



enfants réfugiés, sortant de la Centrafrique et du Nigeria. Les raisons qui contraignent ces derniers à émigrer sont diverses: la guerre et la violence, le rapprochement avec les membres de leur famille à l'étranger, les études, mais aussi

la recherche de meilleures opportunités économiques et sociales. Ces enfants qui empruntent le chemin de la migration le font soit en famille, en groupe ou en communauté. Malheureusement, même en terre d'accueil, ils sont davantage

exposés aux abus, à la faim et aux conditions de vie précaires que les adultes. Depuis plusieurs années, l'Oim, le Hcr, et l'Unicef travaillent au côté du gouvernement camerounais et d'autres Organisations non gouvernementales (Ong), pour assurer la protection et l'intégration des enfants migrants et réfugiés, dans le respect des principes de la Convention relative aux droits de l'enfant, ainsi que prévenir les risques liés à la migration irrégulière. Le Hcr, l'Oim et l'Unicef soulignent l'importance de prévenir l'exposition des enfants aux risques de violence et d'exploitation, de les informer sur l'accès à l'asile au Cameroun et les possibilités d'intégration locale. Ils appellent conjointement, à cette occasion, la portée du respect des droits des enfants migrants et réfugiés sur les territoires d'accueil, y compris l'accès équitable à la justice, à l'éducation, aux soins de santé, à un logement approprié et à une prise en charge sociale.



MASTER DÉLOCALISÉ À YAOUNDÉ

ADRESSÉ AUX RESSORTISSANTS DES PAYS DE LA CEMAC ET DE IAI
(Bénin ; Burkina-Faso ; Cameroun ; Congo ; Cote-d'Ivoire ; Gabon, Niger ;
RCA ; Sénégal ; Tchad ; Togo, Guinée Equatoriale ; RDC)

**MASTER FRANÇAIS
DE L'UNIVERSITE DE BOURGOGNE
(ESIREM)
PROGRAMME ADAPTE AUX TRAVAILLEURS**

**Master Informatique, spécialité :
« Sécurité des Systèmes Numériques »**

Date limite de dépôt de dossiers : *Jeudi 1er Novembre 2018 à 15 heures*

Diplôme exigé : *Au moins Bac + 3 en informatique ou en Télécom*

Lieux de dépôt de dossiers : *Siège IAI-Cameroun ou Agence Elig Essono (près Immeuble Jaco)*

Heures de cours adaptées aux travailleurs : *Les cours auront lieu du mardi au vendredi de 16h30 à 20h30 et le samedi de 08h00 à 14h00. Le lundi sera journée libre.*

Préinscription : 190 000F CFA

Scolarité annuelle : 2 250 000F CFA



Bureau Information Agence Elig Essono (Près Immeuble Jaco)

Tél. +237 657 517 519 / 677 924 889

IFTIC-SUP

B.P. 33 384 Yaoundé, Awaé-escalier avant le Collège Père Monti

Tél. : +237 243 01 32 33 / 699 663 395 / 677 924 889 /

677 744 291 / 690 723 436

Agence d'Elig Essono après Imb. Jaco : Tél. : +237 657 517 519

Site web : www.iftic-sup.net e-mail : contact@iftic-sup.net



Établissement Privé Laïc d'Enseignement Supérieur



Institut Supérieur
des Sciences, Arts et Métiers

**INSTITUT
SUPÉRIEUR DES
SCIENCES
ARTS ET
MÉTIERES**

- Les admissions en Cycle BTS dans les domaines : génie électrique, génie informatique, études médicaux-sanitaires, science et techniques biomédicales se feront uniquement par voie de concours écrits.
- Les admissions en Cycle Licences se feront uniquement sur étude de dossier.

Les dossiers sont déposés dans les locaux de l'ISSAM sis à Minkam
Les concours auront lieu simultanément à l'ISSAM et à l'UNIVERSITE DE DOUALA

Dates de Concours: le Samedi 25 Août 2018 et le Samedi 22 Septembre 2018



• NOS FILIERES •

CYCLE LICENCE

- GENIE ELECTRIQUE ET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- GENIE INFORMATIQUE
- RESEAUX ET TELECOMMUNICATIONS
- COMMERCE - VENTE
- GESTION
- INFORMATION ET COMMUNICATION
- ETUDES MEDICO-SANITAIRES
- SCIENCES ET TECHNIQUES BIOMEDICALES

CYCLE BTS

- GENIE ELECTRIQUE
- GENIE INFORMATIQUE
- RESEAUX ET TELECOMMUNICATIONS
- COMMERCE - VENTE
- GESTION
- INFORMATION ET COMMUNICATION
- ETUDES MEDICO-SANITAIRES
- SCIENCES ET TECHNIQUES BIOMEDICALES

CYCLE CAPACITE

- CAPACITE EN DROIT

B.P : 25070 - Yaoundé - Messa

Autorisation de création et d'ouverture n° 17-09553 /I/MINESUP/SG/DDES/ESUP/SDA/DAGS du 22 septembre 2017

Tél : +237 242 718 759 - 696 589 790 - 675 169 749 - 6 56 97 33 91 - 6 78 14 54 30 - 6 63 69 44 13

E-mail : contact@issam.cm - Site web : www.issam.cm